Nous sommes pleinement exploitables

Le manque de protection des civils à l'est de la RDC

www.oxfam.org

Oxfam

L'une des 1,7 million s de personnes déplacées en RDC devant sa maison dans un camp de déplacés en Province orientale. © Simon Rawles/Oxfam.

Chaque année, Oxfam entreprend une enquête d'envergure auprès de populations touchées par le conflit à l'est de la République démocratique du Congo dont les voix sont trop peu entendues. Trois-quarts des 1 705 personnes interviewées ont le sentiment que leur sécurité ne s'est pas améliorée depuis l'année passée. Dans les zones affectées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), ce sont 90 pourcent des personnes interrogées par Oxfam qui partagent cette impression; un fort sentiment d'abandon, d'isolement et de vulnérabilité ressort des témoignages recueillis. Partout, les communautés participantes ont brossé un portrait sombre d'abus de pouvoir persistants de la part de milices, militaires et d'autres autorités gouvernementales, mettant sous pression insoutenable leurs moyens d'existence et leurs capacités de survie.

Parler avec les communautés : méthodologie de l'enquête

En avril et mai 2011, Oxfam et 15 de ses ONG locales partenaires ont interviewé 1 705 personnes dans 45 communautés des trois provinces de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) : la Province orientale et le Nord et le Sud Kivu. Le but de ces entretiens a été de recueillir les perspectives des communautés touchées par les conflits sur leur situation sécuritaire dans un contexte de violence persistante et d'une présence de multiples acteurs armés. Les enquêteurs ont mené 144 discussions de groupe ainsi que des entretiens individuels. Les femmes constituaient 49,5 % des personnes interrogées, et au total 45 groupes ethniques étaient représentés. Les noms de localité ne sont pas donnés afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées.

Cette enquête de protection annuelle, la cinquième de ce type menée par Oxfam à l'est de la RDC depuis 2007 s'est penchée spécifiquement sur des zones affectées par des acteurs armés congolais et étrangers, étatiques comme non étatiques. Il s'agit de la première étude de cette envergure dans les zones de l'est du pays où sévit l'Armée de Résistance du Seigneur (connu sous son sigle anglais : LRA). L'étude propose des données qui ne prétendent pas être représentatives, mais qui offrent plutôt un aperçu des expériences des populations. Il est important de noter que, alors que des améliorations de la situation sécuritaire sont constatées dans certaines zones de l'est de la RDC, l'enquête s'est penchée exclusivement sur des communautés touchées par les conflits. Cette note en résume quelques résultats clés.

Introduction

Le conflit qui sévit en RDC depuis de nombreuses années frappe de nombreuses personnes à travers une vaste zone géographique. Les provinces Orientale, du Sud Kivu et du Nord Kivu, à l'est du pays, recouvrent un territoire de plus de 625 000 km^2, plus grand que celui de la France toute entière. Dans cette zone, la présence mouvante de divers groupes armés, des forces nationales congolaises et de casques bleus crée des impacts extrêmement localisés pour les populations civiles. Toutefois, l'étude menée par Oxfam auprès de 1 705 personnes à travers ces trois provinces permet de dégager un certain nombre de thèmes clés :

- La situation sécuritaire est caractérisée par des variations locales, la fluidité et la fragilité, plus de trois quarts des personnes interrogées n'ayant constaté aucune amélioration depuis l'année passée.
- Des pics de violence contre les civils continuent de survenir, surtout dans les zones touchées par la LRA.
- Les abus de pouvoir sont courants à tous les niveaux, et des cas d'extorsion et de coercition violentes sont très largement constatés.
- L'insécurité affecte les hommes, les femmes et les enfants de façon différente ; par exemple, les filles ont dit avoir peur de l'exploitation et de la violence sexuelles, tandis que les garçons ont mis l'accent sur la violence associée aux travaux forcés et la peur d'être recrutés de force.

- Les mécanismes de survie se trouvent sous pression ; les gens souffrent d'une vulnérabilité de plus en plus accrue et leurs moyens d'existence sont sérieusement menacés.
- En l'absence d'une autorité effective, certaines personnes entreprennent de se faire justice elles-mêmes.

Des vagues de violence

La dynamique entre et au sein des différents acteurs armés n'a cessé d'évoluer au cours des deux dernières années, entraînant des conséquences importantes pour les communautés vivant où ils opèrent. Les groupes armés se sont fragmentés et reconstitués; les opérations militaires ont été gelées puis relancées.

Attaques dans les zones de la Province orientale touchées par la LRA

Les 3,3 millions de personnes vivant dans les districts du Haut et du Bas Uélé, en Province orientale, où la LRA est active depuis 2008, sont parmi les plus insécurisées et les plus isolées de l'est de la RDC. Même avant l'arrivée de la LRA dans ces contrées, elles faisaient partie des régions les moins développées du pays. Les infrastructures de base telles que les routes, l'électricité et les télécommunications font défaut presque partout dans ces vastes territoires, alors que près de 60 % de la population n'a pas accès à l'eau potable.

En dépit des opérations militaires passées et d'un certain regain d'intérêt international, passant notamment par l'adoption d'une législation spécifique aux États-Unis[1], la LRA conserve une capacité suffisante pour semer la terreur parmi les civils, se rendant responsable de tueries, d'enlèvements et de déplacements forcés à grande échelle. Par petits groupes, des combattants affamés en mouvement permanent continuent de prendre brutalement pour cible les populations les plus isolées et perdues de vue. Au cours des trois premiers mois de 2011, 30 000 civils ont fui la LRA, portant à 330 000 le nombre de personnes déplacées dans la zone[2]. Dans des interviews menées par Oxfam avec 322 personnes dans neuf communautés du district du Haut Uélé, 62 % ont affirmé se sentir moins en sécurité que l'année passée. La vaste majorité des femmes et des enfants ont rapporté un sentiment d'insécurité accru.

Le manque d'infrastructures de base, ajouté à l'inefficacité d'une bonne partie de l'armée et de la police ainsi qu'à l'absence de casques bleus, crée une situation désespérée, où les groupes vulnérables deviennent une proie facile. Les tueries, enlèvements et pillages, ainsi que les déplacements de population massifs qu'ils entraînent, ne font qu'enfoncer les communautés affectées dans une pauvreté et une vulnérabilité encore plus accablantes. Cette même absence d'une autorité et d'une protection effectives de la part de l'État qui avait d'abord attiré la LRA vers la zone, laisse à ses combattants encore toute liberté de manœuvre.

Il se dégage notamment de certains témoignages recueillis un sentiment puissant d'abandon et une impression que le gouvernement congolais ne se préoccupe pas de la sécurité des populations. De

nombreuses personnes interrogées ont même cru que le gouvernement avait sciemment envoyé des troupes mal équipées et indisciplinées dans cette région historiquement enclavée pour punir la population.

Résultats de neuf communautés du district du Haut Uélé, Province orientale – Enquête de protection d'Oxfam 2011	
MENACES DE PROTECTION *par ordre de fréquence*	*AUTEURS D'ABUS* *par ordre d'importance*
Extorsion, enlèvements contre rançon, taxation illégale et arrestations arbitraires	FARDC, LRA, Police Nationale Congolaise (PNC), autorités locales
Assassinat, torture, enlèvements et menaces de mort	LRA
Viols et autres violences sexuelles	FARDC, civils, LRA, UPDF
Pillage, destruction des champs (souvent associés à des actes de viol)	LRA, FARDC, civils, UPDF
Travaux forcés	FARDC, PNC

Notre avenir est sombre. Nous avons peur tout le temps. La LRA continue de nous tuer et d'incendier nos maisons. Nous avons une famille chez nous depuis une semaine qui a fui Doruma, où la LRA enlève les gens jour et nuit. Nous ne sommes pas en sécurité ici.

Dans les communautés interrogées, la LRA a été décrite comme étant le principal auteur d'assassinats, de torture et d'enlèvements, ainsi que de pillages, de destruction des champs et de viol. Non loin derrière pourtant se trouvaient les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), identifiées comme principal auteur des abus plus courants que sont l'extorsion et d'autres violations de nature économique, et principal auteur également des violences sexuelles et des travaux forcés *(voir tableau ci-dessus)*.

La population civile continue de subir des exactions de la part des forces nationales déployées dans la zone pour combattre la LRA. Ces mêmes militaires qui ont le mandat de fournir aux paysans une escorte vers les champs et une protection contre la LRA, sont ceux qui volent leurs récoltes. Quitte à choisir entre la LRA et les FARDC, cependant, les communautés préféraient encore souvent une présence des forces gouvernementales, considérée comme ayant un effet dissuasif sur la LRA.

Dans deux des neufs communautés interrogées, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la paix en République démocratique du Congo (MONUSCO) a été considérée comme acteur de protection positif, grâce à ses patrouilles et sa présence, perçues comme ayant tenu la LRA à distance. Dans les sept autres communautés, la MONUSCO a été décrite comme inefficace, à cause d'un manque de présence et de patrouilles sur les lignes de front en particulier, d'une absence de communication avec la population, ainsi que d'une perception de collaboration avec la LRA.[3] Toutes les neuf communautés interrogées se trouvent dans la zone d'opérations de la MONUSCO dans le district du Haut Uélé.

L'armée nationale ougandaise (*Ugandan People's Defence Force*, UPDF) était perçue par de nombreuses personnes interrogées comme un acteur de protection ayant un impact positif. Ont été cités en particulier leurs patrouilles conjointes avec les FARDC, leurs moyens

logistiques pour combattre la LRA ainsi que leur comportement globalement exemplaire envers la population – autant de preuves de l'impact que peut avoir une armée disciplinée. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, cependant, certains abus commis par l'UPDF ont également été signalés.

Martin est pêcheur dans le territoire de Dungu, Haut Uélé. Avec deux de ses amis il a été attaqué par la LRA alors qu'ils pêchaient au bord d'une rivière. Ses amis ont été tués, mais Martin a pu s'enfuir. Les paysans, chasseurs et pêcheurs sont particulièrement vulnérables aux attaques. © Simon Rawles/Oxfam.

Impact sur les moyens d'existence et le développement à plus long terme : De peur d'être attaqués par la LRA ou accusés par les FARDC de collaboration avec celle-ci, les gens n'osent pas cultiver à plus de quelques kilomètres du centre des villages ; par conséquent, bon nombre sont incapables de se nourrir correctement. Dans le district du Haut Uélé, des années de déplacement forcé exposent à des pressions insoutenables les stratégies de survie et la solidarité communautaire des populations. Des enfants déplacés interrogés dans la ville de Dungu, où de nombreux enfants ont fui, signalent qu'ils reçoivent 500fc (0,55 dollars) pour labourer 25 hectares. L'un d'entre eux a déclaré : « Ils nous mettent à labourer leurs champs, en promettant de nous payer ou de nous donner à manger. En retour ils nous menacent, nous blessent et nous traitent comme des voleurs ou des alliés de la LRA. » Les communautés d'accueil se sont également plaintes de vols de la part des personnes déplacées.

Attaques dans les Kivus

Les opérations menées par les FARDC contre des groupes rebelles dans les Kivus ont été réduites dans certaines zones, et l'un de ces groupes, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), serait militairement affaibli suite à une démobilisation accrue de ses combattants. Malgré certains progrès en matière de sécurité aux Kivus, la violence reste pourtant une réalité, que ce soit sous forme d'attaques de la part des milices, de violences sexuelles, ou de torture, bastonnades ou enlèvements. Les populations civiles sont souvent prises entre deux feux à chaque retrait ou reprise de leurs villages par les différentes parties au conflit. A l'heure où cette étude a été menée, les FARDC étaient en instance de restructuration en régiments, et se sont soudain retirées de certaines zones clés qui ont ensuite été

reprises par les FDLR, notamment au sud du Lubero et dans le territoire de Mwenga. Dans de nombreux cas ce retournement de situation a été associé à des représailles contre la population locale et au déplacement forcé de celle-ci, commises par les forces sortantes comme par celles qui arrivaient sur place. Des groupes armés en cours de fragmentation et en perte de cohésion interne font subir des attaques violentes et désespérées à la population civile, souvent pour assurer leur propre survie par le vol de vivres ou d'habits. Des 350 personnes interviewées dans dix communautés du Nord Kivu, par exemple, plus de la moitié ont dit se sentir moins en sécurité que l'année passée ; la majorité des communautés interrogées ont signalé comme principales sources d'insécurité des meurtres et des menaces de mort. Au Sud Kivu, la plupart des communautés ont identifié le viol comme présentant une menace particulière, plusieurs communautés situées au sud de la province relevant une augmentation des cas de viol commis par des éléments des FARDC et des FDLR depuis début 2011.

Dans le territoire de Masisi (Nord Kivu), la MONUSCO est perçue comme un acteur de protection positif, grâce à son interaction avec les communautés, ses patrouilles aux marchés et son effet de dissuasion en matière de rançonnements aux barrières tenues par les FARDC. D'autres communautés interrogées par contre, soit n'ont pas reconnu la présence de casques bleus, soit ont estimé qu'il fallait renforcer celle-ci. Les FARDC ont souvent une influence double, tant positive que négative, dans la vie des gens : elles sont citées en même temps comme source de protection et d'abus de pouvoir. L'appréciation de la police au sein des communautés est également mitigée. Dans le nord du Sud Kivu, sept communautés sur les huit interrogées ont considéré que la police était corrompue et inefficace, alors que dans le Grand Nord une communauté a décrit la PNC comme étant bien formée, disciplinée et consciencieuse dans son travail. Par ailleurs les abus de pouvoir commis par les personnes en position d'autorité ont été relevés comme problème majeur par toutes les communautés interrogées aux Kivus ; nous y revenons ci-dessous.

« Ceux qui sont dans la forêt, les FDLR, et ceux qui sont censés nous protéger – les FARDC – sont pareils. Ce sont des jumeaux. […] L'opération lancée par nos militaires pour chasser les FDLR a pris fin, pour laisser place à une opération pour chasser notre richesse. »

Abus de pouvoir : vol, extorsion et destruction de moyens de subsistance

Types d'abus signalés

L'enquête a mis en évidence des cas de coercition dans toutes les communautés participantes : il résulte de l'extorsion couramment pratiquée par des acteurs armés, tant étatiques que non étatiques, que les populations sont limitées de façon très nuisible dans leurs déplacements et que leurs moyens de subsistance s'en trouvent dévastés. Ces abus de pouvoir courants et récurrents de la part d'éléments des FARDC, de milices armées et de groupes rebelles ont pour résultat de saper des moyens de subsistance et des stratégies de survie déjà précaires. Les rapports de force sont systématiquement exploités, mettant de plus en plus en danger les personnes vulnérables – surtout les personnes déplacées, les femmes et les enfants. Les effets secondaires de cet état de fait, tels la prostitution des enfants, le

manque d'accès à l'école et l'exploitation abusive de la main d'œuvre, contribuent à maintenir les plus faibles dans un cycle de pauvreté et d'insécurité.

Le vol, le pillage et l'extorsion ont été signalés dans toutes les communautés interrogées ; dans la majorité d'entre elles ces types d'abus sont apparus comme étant les plus courants. Depuis 2008, une communauté au Sud Kivu paie 300 fc (0,33 dollars) par ménage et par semaine aux FDLR. Ceux qui paient en retard paient le double, et ceux qui refusent sont tués. Au Petit Nord (une région du Nord Kivu), les FDLR érigent des barrières sur le chemin des champs pour exiger une part de la récolte. Les FDLR occupent les champs et menacent de mort ceux qui s'en plaignent aux autorités. Au Sud Kivu ils arrivent en ville les jours de marché et collectent des taxes. Dans la partie septentrionale du Sud Kivu, les communautés signalent des enlèvements réguliers perpétrés par les FDLR, avec une rançon généralement comprise entre 100 et 250 dollars. Étant donné que près de 60 pourcent de la population de la RDC vit de moins de 1,25 dollars par jour[4], cela a un impact néfaste sur la capacité des gens à subvenir à leurs besoins fondamentaux.

Pillage et vol à main armée

Plusieurs communautés ont rapporté que des éléments des FARDC et leurs épouses pillent les produits dans leurs champs pendant la nuit, voire dans certains cas en plein jour. Les femmes interviewées dans une communauté au Sud Kivu se sont plaintes de devoir racheter leur propre manioc aux épouses des militaires au marché. Dans le territoire de Fizi (Sud Kivu), la population nous a dit que les FDLR « nous attendent après le marché pour prendre tout ce qu'on a, même les vêtements qu'on porte. » Au Sud Kivu une communauté a déclaré : « Nous allons tous fuir d'ici. Nous sommes obligés de vendre à crédit aux FARDC, et le jour où tu oses demander d'être payé, ils t'accusent d'être Mayi Mayi [membre d'une milice congolaise ou d'un groupe d'autodéfense] et ils t'arrêtent. »

Les résidents d'une communauté au Petit Nord ont signalé que c'est pendant les patrouilles des FARDC qu'ils sont le plus à risque, puisqu'ils se trouvent alors accusés d'être miliciens et leurs biens sont saisis ; une autre communauté a expliqué que les pillages commis par les FDLR et des éléments des FARDC servent de couverture pour tuer ceux qu'on soupçonne d'avoir collaboré avec la partie adverse. Dans la même région les communautés interrogées ont signalé que des groupes d'hommes armés volent la tôle du toit des maisons ainsi que les bâches des écoles d'urgence. Une communauté dans le territoire de Lubero (Nord Kivu) a relevé 20 cas de pillage perpétrés par des acteurs armés depuis le début de l'année.

Dans le territoire d'Irumu (Province orientale), les villages sont pillés et des individus sont ciblés pour le viol, l'enlèvement ou le meurtre par la milice locale s'ils sont soupçonnés de collaboration avec les FARDC. Des jeunes dans le territoire d'Ituri (Province orientale) ont expliqué que celui qui ne paie pas les amendes exigées est arrêté comme milicien. « Si tu veux te déplacer, il vaut mieux avoir de l'argent en poche – ou alors tu ne te déplaces pas du tout. »

Travaux forcés et extorsion

Plusieurs communautés ont rapporté que les hommes paient 25 à 30 dollars pour éviter les travaux forcés. Un certain commandant de police dans le territoire de Niangara est communément appelé « le Capitaine Cent Dollars », pour sa pratique qui consister à emprisonner les gens sous n'importe quel prétexte, tant qu'ils ne lui versent pas 100 dollars. Au Petit Nord, certains chefs locaux collaborent avec des policiers pour extorquer des amendes allant jusqu'à 100 dollars pour des infractions qui ne relèvent du mandat juridique ni des uns ni des autres. Dans une communauté du Grand Nord (une région du Nord Kivu), chaque paysan doit payer 10 dollars par mois aux FARDC ; cette même somme était versée aux milices Mayi Mayi lorsque celles-ci contrôlaient la zone. « Cette situation ne changera pas, » disent-ils, « Nous sommes une source de revenus par excellence pour les militaires. Nous sommes pleinement exploitables. » Dans le district du Haut Uélé et au Petit Nord, la population a décrit la pratique d'éléments des FARDC qui consiste à passer après les distributions d'assistance humanitaire afin de « prendre leur part. »

Barrières illégales

Les FARDC, la Police nationale congolaise (PNC) et les services de renseignement érigent et gèrent la majorité des barrières illégales. Au Sud Kivu, une communauté a signalé des paiements d'entre 300fc et 5 000fc (5,50 dollars) à chacune d'une série de cinq barrières sur le chemin du marché. Dans le district du Haut Uélé on peut compter 25 barrières sur un tronçon de route de 100km. Toutes sont tenues par les FARDC et à chacune il faut payer au moins 200fc (0,22 dollars) pour passer. Dans le Grand Nord deux communautés ont chacune relevé la présence de neuf barrières, avec un tarif compris entre 200fc et 500fc. Dans plusieurs localités il faut payer 200fc pour aller aux champs et pour en revenir. Les femmes dans une des communautés interrogées ont rapporté devoir payer le passage du bébé qu'elles portent dans le dos. Une femme a raconté comment sa fille est morte dans ses bras après que tout l'argent qu'elle avait pour payer les soins avait été extorqué à une suite de barrières illégales sur le chemin de l'hôpital. Arrivée à destination, il ne lui restait plus rien pour payer les frais.

Les taxes et barrières illégales sont une source importante de revenus pour ceux qui dispose d'un certain pouvoir, y compris certains civils, car vivre « sur le dos de la population » de la sorte n'est pas de l'apanage exclusif des groupes armés. Souvent des civils puissants, y compris des chefs locaux, exploitent et abusent des gens qu'ils sont censés représenter. Ceux qui ne peuvent payer sont souvent battus, sujets à des arrestations arbitraires et soumis aux travaux forcés en attendant que leur famille arrive à économiser ou à emprunter l'argent nécessaire pour une caution. Dans le district du Haut Uélé, certaines personnes interrogées ont relevé les cas de membres de leur famille qui ont été emprisonnés par des chefs locaux pendant six mois ou un an, jusqu'à ce que la famille puisse trouver le prix de la caution.

Exploitation de conflits fonciers

L'enquête a relevé une hausse de tensions intra- et inter-communautaires liée à des pressions sur les moyens de subsistance de

la population. Dans le territoire de Fizi, les communautés interrogées ont évoqué une recrudescence des conflits fonciers entre les retournés et ceux qui n'étaient pas partis ; dans le Petit Nord certaines communautés ont signalé la vente illégale des terres par des chefs locaux pour leur propre compte, créant ainsi des disputes entre ceux qui avaient fui et ceux qui sont restés. Il a été relevé dans divers endroits que de nombreuses instances officielles abusent de leur pouvoir pour vendre des terres qui ne leur appartiennent pas et qu'elles trouvent ensuite leur compte dans les conflits qui en résultent. Une communauté dans le Grand Nord a estimé que 80 % des conflits étaient liés à des questions foncières, y compris des meurtres, des bastonnades et la destruction des champs. Un homme a indiqué qu'un champ prêt à la récolte avait été détruit suite à un conflit foncier, le laissant ainsi sans rien, y compris sans le moyen d'envoyer ses enfants à l'école.

Survivre à peine : les populations face aux menaces

À travers l'est de la RDC, la résilience des communautés, la cohésion sociale et la générosité des familles d'accueil ont été remarquables pendant toute la durée de ce long conflit. En l'absence de filets de sécurité sociaux fournis par l'État, les gens trouvent le moyen de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs prochains. Suite à la destruction des moyens de subsistance pourtant, ces mécanismes de survie se trouvent sous une pression immense, et la vulnérabilité de la population, déjà grande, s'en trouve encore aggravée.

Stratégies de survie dangereuses

La plupart des stratégies adoptées pour faire face aux multiples exactions ont des conséquences très négatives pour la population concernée. Face à la destruction des moyens de subsistance, les enfants sont sortis de l'école mis au travail.

Dans de nombreuses communautés interrogées, l'exploitation sexuelle des enfants devient progressivement la norme. Dans la partie nord du Sud Kivu et dans le district du Haut Uélé, une telle exploitation a été évoquée comme étant couramment attendue, voire acceptée. Une fille de seize ans interrogée dans le territoire de Dungu a indiqué que la LRA avait tué d'abord sa mère et son père, avant de tuer ensuite son frère dans une autre attaque. Depuis, elle vit de la prostitution. Elle sait maintenant que sa sœur de douze ans fait pareil, mais elle ne peut rien faire pour empêcher cette situation dont elle a horreur. Ailleurs, comme par exemple dans le territoire d'Uvira, le mariage précoce est très courant et sert de stratégie de survie comme de protection. Dans le Sud Kivu la dot est un argument suffisant pour convaincre les parents de donner leurs filles en mariage. Une rescapée de viol qui s'en trouve enceinte est souvent contrainte à épouser l'auteur du crime, puisque la honte associée au viol l'empêcherait de trouver un autre mari et que sa famille n'aurait pas les moyens de l'entretenir avec son enfant. Au Petit Nord et dans le district du Haut Uélé, marier sa fille à un militaire évite de devoir subir les travaux forcés et garantit

une certaine impunité – et par là une position de force au sein de la communauté qu'on peut mettre à profit à son tour.

Dans les Hauts Plateaux d'Uvira, les jeunes disent qu'ils s'enrôlent dans les milices pour éviter de devoir se marier : « Une fois qu'on fait partie d'un groupe armé, même nos propres parents ont peur de nous et arrêtent d'essayer d'imposer leur point de vue. »

Dans le territoire de Beni, les communautés interrogées signalent que le groupe rebelle ougandais Allied Democratic Forces (ADF) assassine régulièrement les paysans qui essaient de rejoindre leurs champs. Craignant de labourer leurs propres terres, certaines communautés font appel à des personnes déplacées – un groupe plus vulnérable encore - pour cultiver à leur place, en échange d'une somme infime. La peur de la violence fait ainsi naître des pratiques abusives.

Protestation et « justice populaire »

Les communautés interrogées font état d'une désillusion montante face à l'absence de justice et au manque d'action de la part des autorités pour répondre à leurs problèmes. Dans le district du Haut Uélé, leur grief principal concernait le fait que le gouvernement ne semblait pas se préoccuper de la situation terrible qu'ils vivent du fait de la LRA. Les journées « ville morte » et les marches dans les centres villes sont des signes de plus en plus fréquents de protestation et sont perçues comme un phénomène nouveau. Trois des six communautés interviewées dans le Grand Nord ont évoqué des cas récents de ce type, faisant allusion également à des mouvements d'insurrection populaire contre des cibles administratives dans des villes voisines. Au Petit Nord toutefois il était question de menaces de représailles de la part des autorités en cas de manifestation populaire.

Ailleurs, la population fait progressivement appel à la justice populaire ou « justice où la victime ne paie pas ». Dans le territoire du Rutshuru, un voleur serait mort immolé par la population au mois d'avril, avec la connivence des autorités politiques et militaires. Dans le territoire de Beni, un militaire accusé de viol aurait été lapidé à mort par la population. Dans le territoire d'Uvira onze cas de justice populaire violente ont été signalés entre janvier et avril 2011.

Fuir ou subir

Dans certaines régions, la population se déplace pour éviter les exactions. Dans le territoire de Kabare, une communauté a indiqué passer ses journées dans une ville voisine plus sécurisée, pour ensuite revenir passer la nuit au village. Au Grand Nord certaines communautés ont expliqué qu'elles passent la nuit dans la brousse pour éviter d'être attaquées. Ailleurs on limite les déplacements et évite d'aller au marché ou aux champs, ce qui réduit encore plus les moyens d'existence des populations. Toutes les communautés interrogées ont évoqué la soumission ou la fuite comme la première réaction aux abus.

Stratégies actives de survie

Certains ont tenté des stratégies plus actives pour se protéger, mais encore une fois, celles-ci ont souvent des conséquences négatives. Dans le territoire de Fizi, les hommes interrogés ont signalé que, ayant décidé d'accompagner les femmes au marché et aux champs pour les

protéger, maintenant eux aussi subissent des viols : « On ne sait à quel saint se vouer. » Des patrouilles de nuit sans armes ont été lancées par certaines communautés dans le territoire d'Uvira, mais l'idée a vite été abandonnée comme comportant trop de risques. De même, un certain nombre de groupes de défense locaux ont été créés, pour ensuite vivre sur le dos d'une population qui craint de les voir se muer en groupes Mayi Mayi aux comportements prédateurs. Les stratégies les plus positives qui ont été évoquées impliquaient une négociation avec les autorités ou les acteurs armés. Par exemple, l'une des communautés décide chaque semaine qui fera les travaux forcés et qui fera la collecte de vivres pour les FARDC.

Conclusions & recommandations

L'enquête de protection d'Oxfam 2011 indique que certaines populations de l'est de la RDC se trouvent pleinement exposées à l'exploitation et vulnérables aux abus de la part de quiconque serait en position de force vis-à-vis d'elles, que ce soit un élément armé ou un civil. L'absence de l'autorité de l'État et les abus de pouvoir les maintiennent dans une spirale de pauvreté et d'insécurité. La très grande majorité des personnes interrogées ont le sentiment que leur situation stagne ou s'aggrave. De telles communautés deviennent les victimes d'éléments des FARDC, d'autres groupes armés, ou parfois mêmes de leurs propres chefs locaux. L'extorsion – l'abus de pouvoir le plus couramment commis par des acteurs armés comme par des civils –, avec comme conséquence l'appauvrissement et une insécurité accrue, a un impact destructeur sur la vie et les moyens d'existence de la population. Les plus nécessiteux s'en trouvent pris dans une spirale de vulnérabilité toujours plus grande.

Toutes les communautés interrogées ont demandé au gouvernement congolais d'améliorer la gestion des forces armées, par le biais notamment d'un processus d'intégration bien géré, de la sélection des candidats à l'intégration sur base des violations des droits de l'Homme, du paiement régulier de la solde des militaires, des congés, du casernement, de l'appui médical et de la prise en charge des dépendants. Malgré les multiples menaces posées par les FARDC, dans certaines zones les personnes interrogées préféraient les avoir présentes plutôt que de se trouver abandonnées face aux menaces des groupes armés. Lorsque l'armée nationale est déployée en zone d'insécurité, les communautés ont demandé de voir des effectifs suffisants pour être efficaces, une meilleure réponse aux besoins des communautés et des sanctions pour tout crime commis. Les communautés interrogées en ont appelé à la communauté internationale et au gouvernement congolais pour mettre un terme au problème des milices. Elles ont également indiqué que leur sécurité serait considérablement améliorée par la suppression des barrières et taxes illégales.

Sur base des priorités identifiées par les communautés consultées pour combattre les menaces sécuritaires auxquelles elles font face, Oxfam formule les recommandations suivantes :

Au gouvernement de la RDC et aux gouvernements bailleurs de fonds internationaux :

- Les efforts nationaux et internationaux pour mettre en œuvre les projets du gouvernement de la RDC en matière de **réforme du secteur de sécurité** devraient accorder la priorité aux mesures identifiées par les populations civiles comme favorisant le plus directement un renforcement de leur sécurité, à savoir : **la solde, l'aide sociale, le casernement et l'appui logistique ; la discipline et la justice ; et la formation aux droits de l'Homme**.
- Les autorités civiles et militaires doivent agir de façon prioritaire pour **traiter les extorsions et exactions** commises par les FARDC et la PNC, en commençant par **supprimer les barrières qui ne servent pas une fonction sécuritaire spécifique et mettre fin aux rançonnements aux « barrières illégales »** qui sont maintenues. De telles mesures pourraient produire une amélioration immédiate de la protection des civils.
- Les autorités militaires congolaises devraient donner des directives claires à toutes les forces pour faire **respecter le statut de tous les non combattants**, surtout mineurs, et en suivre la mise en œuvre, avec l'appui de la MONUSCO, afin d'éviter que les civils soient la cible d'exactions sous prétexte qu'ils « collaborent » avec les différentes milices.
- **La politique de « tolérance zéro » des FARDC en matière de violations des droits de l'Homme** doit être mise en pratique pour contrer l'impunité. Cette politique veillerait à ce que tout membre du personnel des FARDC qui abuserait de son autorité, enfreindrait les codes de conduite ou manquerait par ailleurs à ses obligations soit soumis à une enquête transparente ainsi qu'aux mesures disciplinaires et/ou pénales qui s'imposent. Le système de **sélection des miliciens candidats à l'intégration aux FARDC**, demandé depuis longue date, doit également être mis en place.
- Le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux devraient **renforcer le déploiement efficace, à grande échelle et avec les contrôles adéquats d'une police militaire et l'appui aux poursuites judiciaires**. Un suivi soutenu de la conduite des FARDC par la MONUSCO reste essentiel, conformément au mandat de protection de celle-ci, mais pour que la justice militaire s'installe de façon pérenne il faudra que le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux renforcent le déploiement efficace, à grande échelle et avec les contrôles adéquats d'une police militaire et l'appui aux poursuites judiciaires.
- **Le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux devraient appuyer** les ministères compétents pour mettre en place une série de consultations et de débats au niveau du Nord Kivu , pour **discuter du régime foncier actuel avec les communautés locales et les propriétaires terriens**. Partant du niveau provincial, ces forums pourraient aller jusqu'à l'Assemblée nationale pour servir de base à une réforme du système foncier.

Aux bailleurs de fonds internationaux :

- Les bailleurs de fonds internationaux devraient **baser leurs interventions sur une analyse détaillée du contexte et des conflits**, afin de répondre aux problèmes fonciers et des moyens d'existence à l'est de la RDC de manière à promouvoir la durabilité et limiter le risque de conflits.
- Les bailleurs de fonds internationaux, avec le gouvernement congolais, doivent agir de façon prioritaire pour pallier aux **contraintes structurelles des zones affectées par la LRA**, par exemple par un **appui à l'expansion des télécommunications et du réseau routier**, dans le but de réduire la vulnérabilité des communautés menacées par cette milice.

À la MONUSCO:

- **Les déploiements de la MONUSCO doivent être planifiés sur base des besoins de protection sur terrain**, qui sont à évaluer à travers des mécanismes de consultation communautaires ainsi que par un dialogue avec la société civile, comme recommandé par le Cadre de référence pour l'élaboration de stratégies globales pour la protection des civils établi par le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) conjointement avec le Département de l'appui aux missions (DAM). Ce Cadre oblige les missions de maintien de la paix à adopter un processus consultatif pour élaborer leur stratégie de protection des civils, avec notamment la consultation des autorités nationales, des communautés locales, et d'agences des Nations Unies et d'ONG humanitaires et de protection.
- Conformément à la Résolution 1991 (2011) des Nations Unies, il convient de **revoir et d'augmenter sensiblement les déploiements de la MONUSCO dans les zones affectées par la LRA.** Seulement cinq pourcent des effectifs globaux de la MONUSCO sont déployés dans ces régions, alors que vingt pourcent des personnes déplacées à l'est de la RDC ont fui la LRA.
- **La MONUSCO devrait continuer à renforcer ses échanges avec les populations locales sur leurs besoins de protection** et, d'après les résultats de cette étude, faire un effort particulier pour écouter les besoins des **femmes et des jeunes**.
- Conformément également à la Résolution 1991 (2011) des Nations Unies, qui encourage l'application de mesures novatrices, la MONUSCO devrait **renforcer les patrouilles à pied aux champs et aux marchés dans les zones à haut risque** pour permettre aux civils d'accéder à leurs moyens de subsistance. Elle devrait en outre **accroître sa présence aux barrières** effectivement illégales, afin de prévenir l'extorsion par les contrôles.
- La MONUSCO doit accorder une **priorité à l'utilisation d'outils basés sur de bonnes pratiques**, et **renforcer le dialogue civilo-militaire au niveau local.**
- La MONUSCO devrait **renforcer son action pour rendre compte des questions de protection des civils**. Des rapports réguliers au Secrétaire général devraient fournir des données claires sur les principales catégories d'incidents de protection, y compris les

déplacements de population et les nombres de victimes civiles, et résumer de façon cohérente les mesures prises pour prévenir, mitiger et répondre aux menaces ainsi que l'impact de ces mesures.

À l'Union africaine :

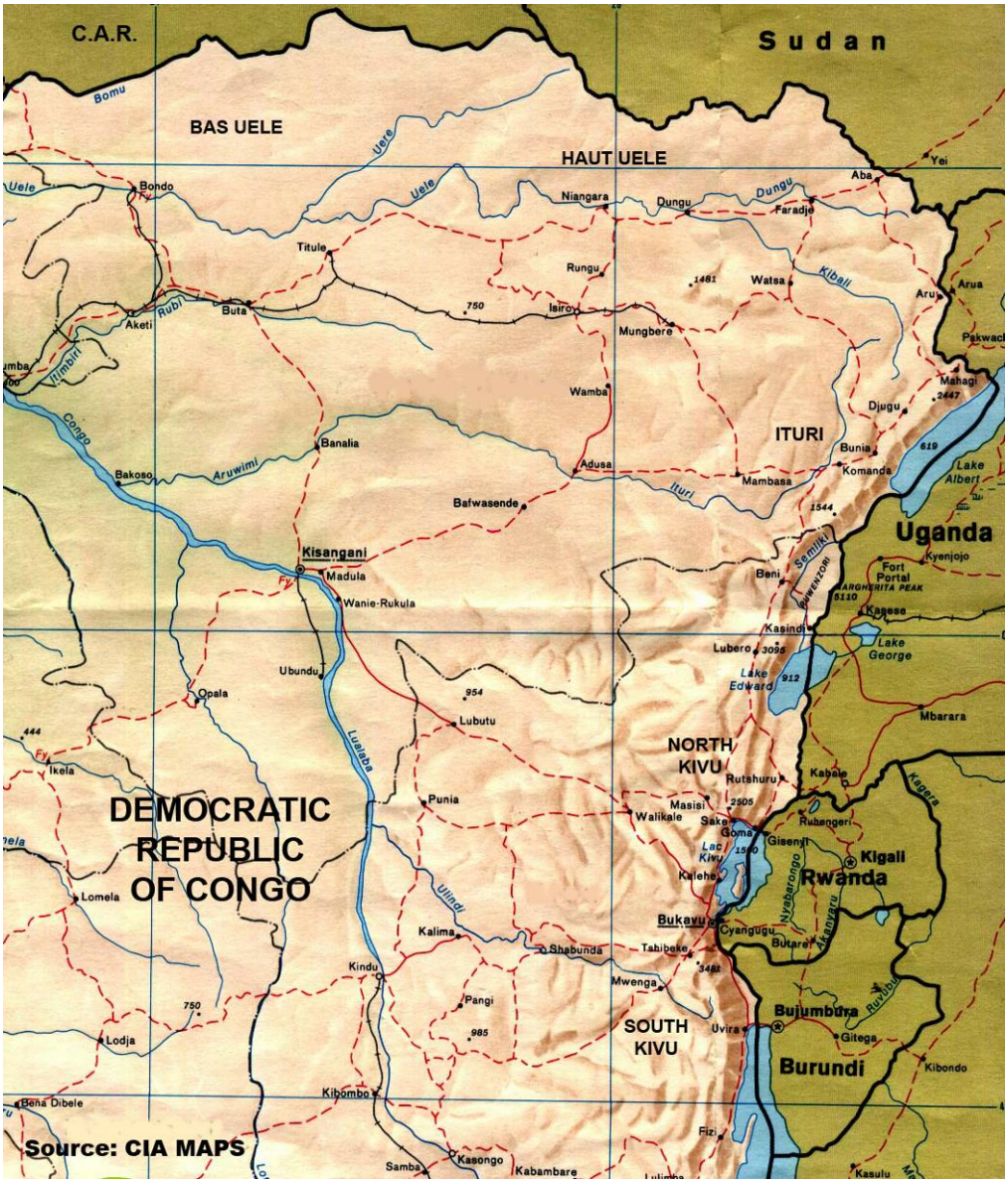
- **L'UA doit assurer une coordination efficace ainsi qu'une planification conjointe avec la MONUSCO** dans son déploiement prévu d'une *task force* régionale dans les zones affectées par la LRA; cette coordination sera indispensable à la protection des civils dans les districts du Haut et du Bas Uélé.
- Tout contingent futur de troupes de l'UA (ou d'autres forces régionales) **doit bénéficier d'une formation en matière de protection des civils. Des mécanismes de contrôle** devraient être mis en place pour veiller à ce que ces troupes contribuent à renforcer la protection des civils dans leurs zones de déploiement.

Notes

[1] Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act of 2009 (S.1067)
[2] Source : UN OCHA

[3] Rien ne le prouve, cependant cela pourrait témoigner des faibles connaissances des communautés sur le role des casques bleus, et le manque de communication entre les casques bleus et les communautés.

[4] Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial 2006 (aux prix internationaux de 2005)



CIA Factbook

© Oxfam International juillet 2011

Oxfam reconnaît la contribution des personnes suivantes à sa préparation : Sam Dixon, Emma Fanning, Kirsten Hagon, Olivia Kalis, Eddy Mackila, Adrien, Muratet, Pierre Peron, Sophia Swithern, Nicolas Vercken et les équipes d'Oxfam sur le terrain. Oxfam tient également à remercier ses partenaires de la société civile congolaise pour leur contribution. Ce document fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Cette publication est soumise au droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être obtenue et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-923-6 en juillet 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de quinze organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org) Intermón Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org), Oxfam Novib Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus par écrit pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

www.oxfam.org